



La population paysanne : repères historiques

Bruno HÉRAULT

Chef du Centre d'études et de prospective

Les travaux des historiens du monde agricole, du fait de leur spécialisation, portent généralement sur des périodes ou des secteurs particuliers, sur des corporations ou des régions bien identifiées. Privilégiant au contraire le temps très long, ainsi qu'une approche globale, ce document vise à faire ressortir les grandes tendances de la démographie paysanne sur une vingtaine de siècles. Les travailleurs de la terre étaient le tout d'une société ; ils en sont dorénavant une fraction réduite. La description de cet affaiblissement multiséculaire, de ses flux et reflux, est l'occasion de questionner les sources historiques, tant en termes de disponibilité que de qualité. On verra aussi, qu'à toutes les époques, les évolutions quantitatives du groupe paysan se sont accompagnées de transformations qualitatives. Sans prétendre apporter des résultats inédits, ce survol des siècles présente une synthèse des principales connaissances sur la démographie paysanne issues de travaux de référence.

Mots clés : monde agricole, paysans, campagnes, rural, population active, travail de la terre, histoire

Ce document de travail ne représente pas nécessairement les positions officielles du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF). Il n'engage que son auteur. L'objet de sa diffusion est de favoriser le débat et d'appeler commentaires et critiques.

Des questions nous ont souvent été posées, lors de colloques ou de réunions professionnelles, sur les évolutions de la population paysanne au fil des siècles, sur son poids relatif par rapport à d'autres groupes sociaux, sur ses dynamiques internes de transformation et de différenciation. Au moment où le nombre d'exploitations et d'actifs agricoles continue de se réduire, entretenant un sentiment de crainte et de crise, à l'heure où de nombreuses réflexions prospectives essaient de sonder et de préparer l'avenir, il peut être judicieux de se retourner vers le passé pour saisir les tendances du temps long, pour se donner des repères permettant de mieux comprendre et juger l'époque actuelle. Comme le dit José Cardoso Pires : « Sans mémoire, le présent se vide ».

De quelles informations disposons-nous quant à l'évolution démographique de la population française employée à la culture de la terre, ou pour le dire de manière moins anachronique, de *la population cultivant la terre sur l'espace correspondant à ce que l'on appelle aujourd'hui la France* ?

La « légende des siècles » agricoles comporte des pleins et des vides, des moments fastes et des points aveugles, tout d'abord parce que nous ne disposons pas de données statistiques nationales fiables avant le milieu du XIX^e siècle. Comme l'écrit le grand historien médiéviste Georges Duby : « Dans cette nature dont l'aménagement restait partiel, les hommes étaient-ils nombreux ? Il faut se résoudre à l'ignorer toujours. Toute estimation numérique, en effet, même approximative, s'avère impossible. Aucun chiffre, même le plus grossier, ne peut être avancé ni retenu. La recherche vient ici butter tout de suite contre une incertitude très grave, si l'on songe que l'économie de ce temps doit être observée et interprétée, sans que puisse entrer en jeu une donnée pourtant fondamentale, la démographie » (Duby, 1962, vol. 1, p. 72)¹. Autre grand spécialiste de l'histoire démographique, Philippe Ariès indique : « on est réduit à des monographies locales ou des estimations bien générales, donc à l'à-peu-près » (Ariès, 1971). Ainsi, nous sommes condamnés à faire des extrapolations générales à partir d'études de cas réalisées par des historiens qui s'appuient eux-mêmes sur des inventaires partiels et toujours localisés : fouilles archéologiques, compoix, actes notariés, état civil, registres fiscaux, rôles de taille, relevés des nombres de feux, descriptions de domaines, polyptyques, rapports faits à la demande d'autorités publiques, plus tard listes électorales, etc. Les monographies et les analyses qualitatives ne manquent pas mais les données quantitatives et les séries longues font défaut.

Une deuxième difficulté vient du fait que la population employée à la culture de la terre a rarement été, dans l'histoire, employée *qu'à* la culture de la terre. Cette spécialisation fonctionnelle et professionnelle des agriculteurs est très récente puisqu'elle ne s'est massivement imposée qu'au XX^e siècle, avec l'augmentation des niveaux de formation, les progrès du machinisme et la division raffinée du travail. Dans les temps plus reculés, laboureurs, bordagers et journaliers étaient toujours pris dans une certaine polyactivité : paysan-artisan, paysan-guerrier, etc. Les historiens insistent souvent sur cette indétermination, ce recouvrement et cette imbrication des fonctions et des tâches, ce qui rend difficile la quantification de la force de travail spécifiquement assignée à la terre. Les paysans du Moyen Âge, de la Renaissance comme de l'époque moderne ont toujours eu des activités parallèles, des métiers supplétifs : menuiserie, cordonnerie, maçonnerie, poterie, ferronnerie, bourrellerie, tissage, voiturage et transports avec leur attelage pour le compte de bourgeois, etc., sans compter les nombreuses réquisitions par les autorités et les prestations de services exigées par les maîtres et seigneurs. Pendant les périodes de conflits ou de pillages, ils devaient aussi, chaque été, participer aux expéditions guerrières. Inversement, les artisans des siècles passés avaient souvent leurs champs, leur jardin, leur petit bétail, et ils pouvaient se faire ouvriers agricoles temporairement. Les frontières de la population travaillant ou vivant de la terre sont donc économiquement floues et historiquement relatives. Dans sa très belle monographie sur Beauvais et le beauvaisis, Pierre Goubert fait des constats identiques : « A un degré variable, tous les habitants de la campagne beauvaisine furent agriculteurs. Le maréchal, le charron, le tonnelier étaient de petits exploitants pourvus d'un métier rural, souvent saisonnier. Peigneurs de

1. Voir la bibliographie située en fin du texte.

laine et tisserands de serges cultivaient leur jardin, semaient des fèves ou du méteil, s'engageaient comme moissonneurs ou vendangeurs. Le curé, le gentilhomme rural, le notaire, le chirurgien de village n'exploitaient pas directement en général ; mais ils savaient discuter avec leurs fermiers, appréciaient un cheval, une vache, une terre, une récolte » (Goubert, 1960, p. 151). Donc, pour les siècles passés, bien factice est la distinction que l'on pourrait établir entre « ruraux » et « paysans ».

Troisièmement, la difficulté d'apporter des preuves historiques, sur le temps long, tient au fait que l'opposition entre « villes » et « campagnes » n'était pas aussi marquée qu'aujourd'hui ou que durant les derniers siècles. Georges Duby affirme que l'Europe d'avant l'an mil était une Europe agraire : « Un premier fait, bien assuré : dans la civilisation de ce temps (IX^e siècle), la campagne est tout. De vastes contrées, l'Angleterre, la Germanie presque tout entière sont absolument sans ville... sauf quelques exceptions lombardes, ces villes paraissent toutes des agglomérations dérisoires, qui rassemblent au plus quelques centaines d'habitants permanents et qui vivent profondément engagés dans la campagne. Vraiment, elles ne s'en distinguent point. Les vignes et les ceintures des champs les pénètrent ; elles sont pleines de bestiaux, de granges, de garçons de culture. Tous les hommes même les plus riches, les évêques, les rois mêmes, et les rares spécialistes, juifs ou chrétiens qui dans les cités font le métier du commerce à longue distance, tous demeurent des ruraux dont l'existence est rythmée par le cycle des saisons agricoles, dont toute la subsistance dépend de la terre nourricière » (Duby, 1962a, p. 57).

Enfin, même sur les cent cinquante dernières années pour lesquelles nous disposons de statistiques fiables, l'évolution des réalités étudiées et de leurs définitions, ainsi que des méthodes utilisées, rend les analyses difficiles (Molinier, 1977). Les catégorisations ne sont pas les mêmes, il y a des ruptures dans les séries et l'on ne peut faire que des comparaisons partielles.

Ces divers obstacles obligent à lire avec précaution les pages qui suivent. Elles ne proposent que des éléments de réponse partiels. Et seul le croisement des auteurs, de leurs sources et de leurs objets d'étude permet, touche après touche, de broser un tableau on l'espère assez ressemblant des dynamiques historiques de la démographie agricole. La *démographie historique* est une discipline qui s'est notablement affirmée ces dernières décennies, mais elle butte souvent sur une limitation de ses sources et données : « Elle utilise des méthodes statistiques presque aussi rigoureuses que l'histoire économique et dans un domaine autrement plus réfractaire à la mesure que les faits économiques. Mais son stock de connaissances est indigent ; quelques dizaines de villages, quelques villes émergent d'une immense pénombre. Pour des régions entières, c'est encore la nuit complète » (Burguière, 1974). Ce constat serait certes à relativiser aujourd'hui, mais l'écart reste grand entre les questions que se posent les historiens et les preuves à leur disposition pour y répondre.

Commençons par le phénomène le plus massif et incontournable : tous les historiens s'accordent sur le caractère très majoritaire, depuis les premiers siècles de notre ère et jusqu'au XIX^e siècle, de la population paysanne, qui recoupe alors en grande partie la population rurale, laquelle surpasse largement les populations urbaines. « La paysannerie, c'est le nombre, l'énorme majorité des vivants » écrit Braudel (1979b, p. 220). « Entre le XV^e et XVIII^e siècle, le monde n'est qu'une immense paysannerie, où 80 à 90 % des hommes vivent de la terre, rien que d'elle (Braudel, 1979a, p. 32). La France a d'ailleurs été marquée, plus longtemps que la plupart des pays voisins, par ce tropisme agricole.

À partir de la fin du III^e siècle, il y eut un fort renouvellement de la population qui travaillait la terre, par l'intégration de la plupart des groupes Barbares arrivés en Gaule. Certains étaient des prisonniers installés autoritairement par l'Empire romain dans des colonies agricoles, d'autres étaient d'anciens prisonniers des Barbares, d'origine éventuellement gallo-romaine, restitués à l'Empire au titre des traités de paix. Par le foedus de 418, les Wisigoths ont été les premiers de ces Barbares installés loin du limes, au cœur même de la Gaule. Venus d'Italie avec femmes et enfants, environ 100 000 d'entre eux ont reçu des terres, sur un axe Bordeaux-Narbonne. Comme le dit

G. Roupnel (1932, p. 304), « À l'époque barbare, un étonnant brassage d'humanité, mêlant les indigènes à une multitude d'envahisseurs divers, aboutit à déterminer nombre de catégories traditionnelles, où les gens vécurent tant bien que mal de leurs lois propres et de leur condition particulière ».



Travaux agricoles par des esclaves

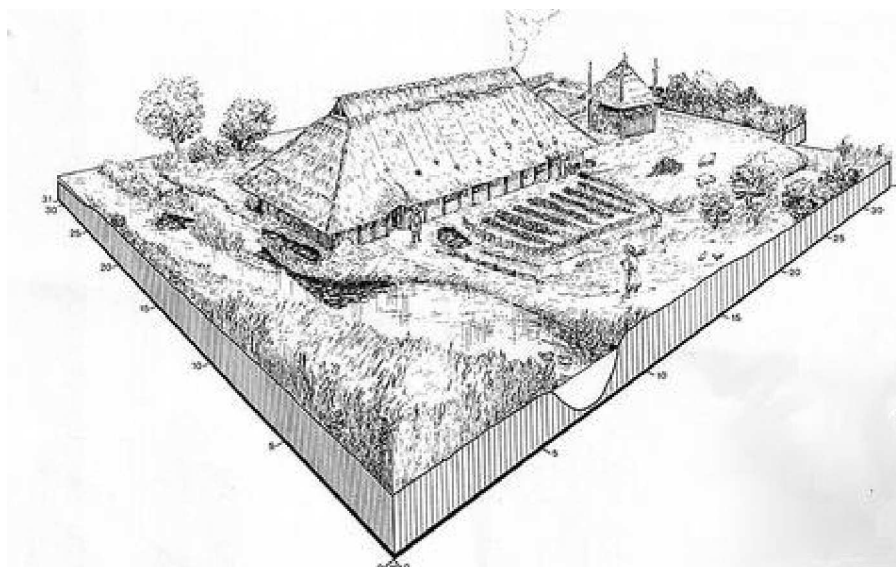
La traite, l'esclavage et les installations forcées sur des terres continueront dans les siècles suivants : Slaves raziés par les Lombards jusqu'au VIII^e siècle, peuples vaincus par les Wisigoths jusqu'à la fin du VII^e, par les Francs jusqu'au début du IX^e, par les Normands jusqu'au début du X^e ou par les Hongrois jusqu'au milieu du X^e (Delort, 1972, p. 148).

Les troubles importants des III^e-V^e siècles ont provoqué sur l'ensemble du territoire une progression du *saltus* (terre non cultivée ou sauvage, éventuellement vouée au pacage) aux dépens de l'*ager* (champs cultivés). Les désertions, les déplacements de populations, la destruction brutale de nombreux sites habités, y compris d'importantes agglomérations rurales (*vici*) entraînent une réduction quantitative de la population dédiée à l'agriculture. D'antiques *villae* (grandes exploitations domaniales) sont gagnées par les friches : on assistera à leur dépeçage au VII^e siècle et à leur allotissement sous forme de manses au profit de petits paysans.

Pourtant, malgré ces troubles, vers la fin du V^e siècle, une part des élites urbaines fuit les villes et s'installe dans des résidences rurales, par souci de se protéger ou de se cacher, par nécessité de ravitaillement et surtout pour se rapprocher des foyers de production artisanale qui assuraient leur train de vie. Il y a donc à ce moment-là un gonflement de la population rurale non agricole (Lebecq, 1990).

De la fin du VI^e siècle jusqu'au milieu du IX^e siècle, on note un essor démographique des populations paysannes, attesté entre autres par les fouilles archéologiques de nombreux cimetières. Ses causes sont diverses : descente vers les plaines d'immigrants montagnards, défrichements et réduction du *saltus*, extension et augmentation de la production céréalière, amélioration de l'alimentation, réduction des épidémies de dysenterie, variole et peste, arrivée dans tout le grand sud-ouest de Mozarabes chassés d'Espagne par la conquête musulmane, etc. Vers la fin du IX^e, la Gaule comptait alors entre 7,5 et 9 millions d'habitants, en très grande majorité dédiés à la culture de la terre (Braudel, 1986a).

Cette embellie générale se vérifie en de nombreuses régions. Nous pouvons le savoir aujourd'hui car c'est un moment où l'approvisionnement des armées et la surveillance des marchés conduisent les autorités à réclamer des observations écrites sur les principales denrées et sur les activités agricoles. Ainsi, sous Charlemagne, des instructions soulignent la nécessité de dresser des inventaires relatifs aux grands domaines impériaux. Par exemple, le polyptyque établi pour les domaines de l'abbaye parisienne de Saint-Germain-des-Prés, au tout début du IX^e siècle, montre une croissance forte de la population. Les enquêteurs carolingiens y ont dénombré 4 100 paysans. Par comparaison, au XVIII^e siècle, à une époque où le voisinage d'une grande ville entretenait des conditions démographiques très favorables, il n'y aura « que » 5 700 habitants (dont paysans) dans les mêmes localités. Des tendances similaires sont attestées par ce bon indicateur qu'est le nombre des transactions foncières, en forte augmentation. Comme le dit Georges Duby (1962, vol. 1, p. 72), « L'impression qui se dégage de ces dénombrements partiels n'est pas du tout celle d'un étiolement, ni même d'une stagnation. La population qu'ils décrivent paraît au contraire dense et vigoureuse (...). On le voit, l'occupation du sol pouvait être donc fort serrée. Trop serrée même. » Beaucoup d'historiens évoquent cette surcharge démographique des unités d'exploitation. Le manse carolingien était surpeuplé : « Presque toutes les seigneuries foncières décrites par les administrateurs des grandes églises impériales supportaient, aux temps carolingiens, une forte population paysanne » (Duby, 1962, vol. 1, p. 75). Les liens familiaux et le regroupement géographique contribuent à stabiliser les groupes humains : « L'Occident du IX^e siècle est peuplé dans son ensemble par une paysannerie stabilisée, enracinée. [Ces hommes] vivent le plus grand nombre de leurs jours sur une terre qui est celle de leur famille, dans un terroir organisé. On les sent établis dans un village (...). Les maisons apparaissent plus ou moins proches les unes des autres, mais très rarement isolées ; la règle est le groupement (Duby, 1962, p. 58). Néanmoins, de larges portions du territoire demeuraient sans doute désertes.



Manse carolingien

Tout au long de ce IX^e siècle se succédèrent les invasions de Vikings, souvent menées par des guerriers-paysans qui s'installent sur des terres abandonnées par les fuyards ou dans les interstices de l'habitat existant. Ces colons furent assez nombreux pour imposer leurs artisanats, leurs techniques de culture et modifier la structure des sociétés campagnardes du nord du pays. Malgré ces apports de populations Vikings, on assiste du IX^e siècle au milieu du X^e siècle à un repli de la population agricole, suite à une série de crises multiformes qui touchent l'ensemble de la population, laquelle tombe environ à 6,5 millions. Il y a à ce moment-là une nette rétraction du monde paysan.

À cette époque, les villes les plus notables ne dépassaient pas quelques milliers d'âmes. Rappelons aussi qu'aucune des langues parlées dans l'Europe des VII^e-IX^e siècles ne disposait de termes permettant de distinguer clairement, en tant que lieux habités, la « ville » du « village ». Comme le montre Marc Bloch (1939), cette distinction apparaîtra seulement au XI^e siècle, en même temps que tout un vocabulaire pour qualifier les classes, les statuts et les métiers : « chevaliers », « clercs », « bourgeois » et « vilains » qui travaillent la terre.

Pour l'heure, à la veille de l'An Mil, et depuis le milieu du VIII^e environ, quatre groupes composent les travailleurs de la terre. Tout d'abord, alors que l'on est plusieurs siècles après la fin de l'Empire romain, il y a encore des *esclaves*. Les historiens les repèrent dans divers documents, et ce sont bien des esclaves dans le sens antique du terme, c'est-à-dire des personnes privées de toute liberté, appartenant au maître de leur corps, ne possédant rien, vivant en troupes près des centres d'exploitation où réside l'intendant. Le plus fréquemment, ces esclaves sont « casés » (*casa*) sur des tenures, ils ont donc la jouissance d'une petite exploitation (« manse servile »), moyennant des redevances souvent lourdes envers leur maître (Delort, 1972, p. 147). Mais on trouve aussi des esclaves n'ayant pas reçu de *casa* pour y mener une vie familiale, et qui logeaient simplement dans l'enclos de la cour de l'exploitation. Ces esclaves « de main » (*servi manuales*) travaillaient en brigades, en équipes de culture (Duby, 1962, vol. 1, p. 107). Le polyptyque de Saint-Germain-des-Prés précise par exemple qu'il fallait trois équipes pour mettre en valeur une vingtaine d'hectares.

À partir du IX^e siècle, ces paysans-esclaves voient leur nombre diminuer, et plus encore au X^e siècle : en effet, l'Église interdit peu à peu de réduire en esclavage des peuples chrétiens, et il est de plus impossible d'en renouveler les stocks avec la fin des invasions. Au XI^e siècle, ces esclaves seront fondus parmi les serfs, dont pratiquement plus rien ne les distinguait. Mais n'oublions pas que pendant tout le premier millénaire, les esclaves ont été une composante fondamentale de la population employée à la culture de la terre.

Sur cette période 750-1000, le deuxième groupe était constitué des *serfs* qui, malgré l'étymologie du mot, vivaient dans des conditions tout à fait différentes de la classe résiduelle des esclaves. La diversité d'origine de ces serfs explique leur inégale répartition géographique : moins de 10 % des travailleurs de la terre en Normandie et Picardie ; de 10 % à 25 % en Aquitaine, Île-de-France, Vallée du Rhône ; 50 % et plus en Basse-Loire, Poitou, Berry, Champagne (Delort, 1972, p. 152).

Troisièmement, on trouve la catégorie des « paysans libres ». Les plus aisés et économiquement indépendants commencent à être appelés « vilains », terme qui s'imposera tout au long du XI^e siècle. Ils sont peu nombreux et leur groupe tend à diminuer par rapport aux siècles passés, puisqu'ils sont eux aussi poussés vers le servage. Ce qui était libération et amélioration pour les esclaves était aggravation pour ces anciens hommes libres.

Enfin, quatrièmement, les conditions économiques de l'époque n'excluaient pas un certain salariat. Des travailleurs sans attache venaient aider les esclaves et les serfs, lors de pointes saisonnières ou pour réaliser des travaux exceptionnels. Plutôt que d'entretenir en permanence du personnel domestique, mieux valait adjoindre à la petite équipe suffisante pour les besognes quotidiennes un appoint temporaire de main-d'œuvre rétribuée. Ces travailleurs à la journée étaient souvent payés par un repas (Duby, 1962, p. 109).

Un renouveau démographique interviendra vers le milieu du XII^e siècle, avec un net essor de la population agricole. Comme l'écrit Fernand Braudel, pour qualifier cette période, « L'essentiel, c'est que partout le paysan est en cause. Tout part des campagnes, en ordre dispersé. La France est diverse et la féodalité est éparpillement, amas de vérités locales. Mais partout c'est le monde paysan qui va peupler ou repeupler les villes. L'exubérance démographique, il en est la cause » (Braudel, 1986, p. 123). Pour sa part, E. Le Roy Ladurie parle de « nouvelle crue démographique des campagnes » (Le Roy Ladurie, 1973). Ceci s'accompagne d'un grand mouvement de défrichement,

d'une puissante colonisation intérieure reposant sur des travailleurs à bras maniant la pioche et la houe. La guerre contre la forêt prime sur toutes les autres, puisqu'il faut augmenter les labours pour nourrir une population en progression. Tout au long du XII^e siècle, la pression démographique semble très importante, trop importante même au regard des ressources disponibles.

Cette forte croissance, en particulier paysanne, va culminer autour de 1280-1320. Si la période est précise, c'est que les historiens disposent pour cette époque de sources écrites plus fiables. À partir de la fin de XIII^e siècle, la production agricole atteint un plafond et n'arrive plus à croître au rythme de la population globale. De nombreuses monographies le montrent.

Pour Le Roy Ladurie, le fait capital, c'est le caractère prolongé de cet accroissement du nombre des hommes : « Vers 1300 la vague de peuplement continue à monter. Des listes de feux l'attestent : dressées en 1293, puis en 1322, elles suggèrent une hausse de 23 % de l'effectif humain entre ces deux dates, dans les seigneuries rurales du pays nîmois. Dans cette région, les garrigues misérables atteignent, dès 1293, des densités proches de celles du XVIII^e siècle » (Le Roy Ladurie, 1969, pp. 16-17).



Le Rustican, calendrier de Pierre de Crescent (1306)

En 1328, « l'état des paroisses et des feux » indique une population française aux alentours de 20 millions, dont selon Le Roy Ladurie « au moins 85 % de paysans ». Robert Delort défend des chiffres plus élevés : « le poids démographique du monde rural est énorme : 90 %, voire 95 % de la population vit à la campagne ; et même à la fin du Moyen Âge, dans un pays aussi urbanisé que l'Italie, le monde des villes ne concentre, au maximum, que 40 % de la population totale (...). Une fois écartée la mince couche des seigneurs, laïcs ou ecclésiastiques, plus un certain nombre de clercs séculiers ou réguliers vivant à la campagne, nous constatons qu'au moins 90 % des Occidentaux sont des paysans (...). C'est là un élément d'importance capitale, et par rapport au monde gréco-romain de la cité antique, qui avait vu les masses paysannes majoritaires se cristalliser peu à peu autour des noyaux urbains, et par

rapport au monde islamique, steppe semée de villes à l'influence desquelles les campagnes avaient été directement soumises » (Delort, 1972, p. 124). « L'état des paroisses et des feux », toujours, montre que la Plaine de France, avec dix-neuf feux par kilomètre carré, était la campagne la plus peuplée d'Europe.

Les constats et le raisonnement sont les mêmes chez Georges Duby : « Un premier fait, bien assuré : dans la civilisation de ce temps, la campagne est tout. De vastes contrées sont absolument sans villes (...) et les villes paraissent toutes des petites agglomérations dérisoires, qui rassemblent au plus quelques centaines d'habitants permanents, et qui vivent profondément engagées dans la campagne (...). L'historien de cette époque n'a donc pas à poser le problème, si préoccupant aux périodes suivantes, des rapports économiques entre ville et campagne. » (Duby, 1962, p. 63).

Bref, « le 'Français moyen' du temps, c'est lui » (Goubert, 1973, p. 9). Et cette forte domination de la démographie et de l'économie paysannes se reflète dans l'histoire des mots, puisque le verbe latin qui veut dire « travailler » (*laborare*), a donné notre français « labourer », signifiant que le paysan est le travailleur par excellence, celui dont toute l'existence est vouée à la terre (Delort, 1972, p. 125).

Ensuite, entre 1345 et 1450, cette population va, comme dans toute l'Europe, fortement diminuer, sous le triple joug de la famine, de la peste noire et de la guerre de Cent Ans. Comme on le sait, cette dernière n'a pas consisté en cent ans de guerre continue, mais en cent seize années d'hostilités intermittentes (1337-1453), plus déstabilisantes encore pour le travail de la terre : les campagnes sont dévastées ou brûlées, les réserves sont pillées, les paysans se réfugient temporairement dans les villes puis reviennent à leurs terres une fois le danger passé. C'est un moment important de déplacements choisis ou forcés, de brouillage des statuts, de polyvalence des activités, de nouveaux départs et arrivées dans le monde agricole. Comme le raconte Thomas Basin, chroniqueur de Charles VII, les paysans se contentent alors de cultiver quelques parcelles, comme en cachette, autour et à l'intérieur des villes, et les terres en friches se multiplient.

Les conséquences en sont catastrophiques pour la population, et en particulier celle des campagnes. Selon les régions, on enregistre la disparition du tiers, de la moitié et parfois jusqu'à 70 % des habitants. La population globale est divisée par deux, par rapport aux 20 millions de 1328, et tombe à 10 millions vers 1450. Il faudra près de deux siècles pour s'en remettre.

En Normandie, un député aux États généraux de 1484 déclare : « De Dieppe à Rouen (...) on ne saurait reconnaître la trace d'un chemin ; on ne rencontre ni fermes, ni hommes, à l'exception de quelques brigands qui infestent encore la campagne ». Entre Oise et Marne, beaucoup de villages, hameaux et fermes ont disparu.

Même constat dans le Languedoc dépeuplé de ses travailleurs de la terre : les garrigues recouvrent les collines et les bêtes sauvages pullulent. « Chaque fois qu'on dispose d'une série de compoix ou de livres de taille, les mêmes tendances de fond se dessinent pour la période 1348-1480 ; effondrement démographique, puis stagnation (...). Jamais ces villages, dans la totalité des cas, n'ont eu si peu de contribuables, si peu de chefs de familles en fait, qu'au XV^e siècle. Vers 1450, il y a deux à trois fois moins de taillables que vers 1680 ou 1780. Le terme d'étiage démographique semble parfaitement convenir pour cette période » (Le Roy Ladurie, 1969, pp. 18-19). Partout, la récupération des terres se fera très lentement.



La glandée (le mois de novembre dans les *Très riches heures du Duc de Berry*,)
miniature du XV^e siècle, musée Condé

Le renouveau démographique ne s'accomplira qu'entre la fin du XV^e siècle et la fin du deuxième tiers du XVI^e siècle. La population paysanne recommence alors à croître, et même à un rythme très rapide. Brantôme, parlant de la France, dit qu'elle est « pleine comme un œuf » (Brantôme, éd. 1779, p. 249). Et selon un autre observateur de l'époque, « les hommes se multiplient comme des souris dans une grange » (Le Roy Ladurie, 1969, p. 59). En Languedoc, « la hausse démographique ne semble pas tellement précoce ; la Ligurie ou même la Provence paraissent avoir démarré plus tôt (mais l'Espagne plus tard : il n'est pas inconcevable que la vague de peuplement se soit propagée d'Est en Ouest, le long du golfe du Lion, à partir d'un épicycle italien) » (Le Roy Ladurie, 1969, p. 60). Toujours est-il que c'est le moment d'une émigration abondante, assez continue, des paysans de France allant par exemple s'installer en Espagne : dans ses mémoires, Jean Hérault, sieur de Gourville, affirme en 1669 qu'il y a dans ce pays 200 000 Français.

À partir de 1600, les historiens s'accordent sur un nouveau ralentissement de la croissance de la population paysanne (alors que la population urbaine augmente sensiblement). Elle aura jusque vers 1750 une pente faiblement ascendante, presque nulle même en certaines régions. Sur cette période d'un siècle et demi, cinq grandes famines et épidémies accablent le royaume, bien plus que les guerres de religion, souvent évoquées, mais qui font peu de morts par comparaison. La Fronde (1648-1653), à elle seule, crée une conjoncture économique désastreuse et une forte insécurité des populations : les paysans se réfugient dans les villes, les récoltes sont perdues, beaucoup sortent le soir des remparts pour aller sur leurs terres et soigner leur bétail la nuit, puis rentrent en ville au petit matin. Les agriculteurs s'adaptent aux crises, travaillent la terre par intermittence et parfois se sédentarisent en ville. Durant cette période troublée, comme en différents autres moments de l'histoire, « le paysan, tel un colimaçon, rentre dans sa coquille » (Kula, 1970). Pourtant, ces événements se voient peu dans les chiffres, les naissances et les mouvements de populations compensant vite les pertes.



Repas de paysans, Louis Le Nain (1642)

À partir du milieu du XVII^e siècle, en effet, la population globale, et donc aussi la population agricole, acquièrent une certaine stabilité. Comme le montre Ph. Ariès, on entre dans une période de relative régulation, avec des mouvements de flux et reflux de plus en plus réduits et qui se compensent, l'équilibre se faisant autour d'un « optimum démographique ». Chaque fois que cet optimum est dépassé, du fait du taux toujours élevé des naissances, il y a une crise, et des centaines de milliers de pauvres sont emportés, après quoi l'excédent des naissances par rapport aux décès se rétablit, etc. Le plancher de la population se maintient finalement à un niveau assez stable, et il résiste aux épreuves endogènes comme exogènes. La population rurale ne connaîtra alors plus, jusqu'à aujourd'hui, les à-coups des siècles précédents. En 1700, la population nationale retrouve les 20 millions d'habitants de 1330, puis passe à 26 millions en 1789, 30,5 en 1821 et 35,4 en 1846.

À la fin du XVII^e siècle, la population française était presque encore exclusivement rurale. Les bourgeoisies urbaines comptaient numériquement encore peu malgré l'important rôle politique qu'elle n'avaient cessé de gagner depuis la fin du Moyen Âge. Vers 1700, Philippe Ariès évalue le nombre des habitants des villes à moins du dixième de la population totale (Ariès, 1971, p. 275). Les campagnes, elles, sont relativement surpeuplées, à la limite de la pénurie, de la disette, mais néanmoins obligées, comme le précise Braudel (1979b, p. 220), « d'appeler à la rescousse les masses régulières de travailleurs saisonniers, ces moissonneurs, ces vendangeurs, ces batteurs de blé des jours d'hiver ». Quelques lignes plus loin, il évoque cette « surcharge d'hommes », qui est une entrave au progrès de la productivité et qui oblige la population paysanne à travailler sans relâche pour supporter les contre-coups des fréquentes mauvaises récoltes.

Près d'un siècle plus tard, à la Révolution française, il y a encore une nette domination des actifs agricoles dans la population. Dans le Haut-Maine, par exemple, bien étudié par Paul Bois (1960, p. 184), « dans les 49 paroisses rurales que les documents (rôles de taille et listes électorales) permettent d'étudier avec précision, sur 6 485 citoyens actifs, le total des cultivateurs, c'est-à-dire des laboureurs, des bordagers, des vigneron et des journaliers, monte à 4 732, soit une proportion de 73 %. C'est là une majorité imposante, surtout si l'on tient compte de la diversité extrême des 27 % restants : marchands, artisans, hommes de loi, bourgeois, etc. » En cette fin de XVIII^e siècle, le nombre des habitants des villes est évalué par Ariès à 20 % de la population totale, la population des campagnes représente donc encore 80 %.



Paysan à la Révolution française

D'un point de vue plus qualitatif, les paysans de l'époque révolutionnaire se répartissent selon une trilogie bien connue : « laboureurs » (ou fermiers), « bordagers » et « journaliers ». Entre eux, les disparités de revenu et donc de niveaux de vie étaient considérables (Bois, 1971, p. 189). Le laboureur (« riche laboureur » dont parlait La Fontaine cent ans plus tôt), emploie en permanence un ou plusieurs domestiques et, au moment des gros travaux, quelques journaliers. Il est fier de ses animaux de trait. Son autorité s'appuie sur sa richesse, son capital mobilier, sa responsabilité. Le syndic et les membres de la municipalité sont souvent pris parmi ces laboureurs, lesquels sont également fréquemment choisis comme « électeurs » par leurs concitoyens (Bois, 1971, p. 192). Les bordagers, au milieu de la hiérarchie, sont les plus nombreux. Leur petite exploitation de 5 à 10 hectares leur fournit de quoi vivre et répondre à la charge fiscale. Quant aux journaliers, ils ont de faibles revenus, un sort précaire lié aux aléas climatiques et aux besoins en force de travail. Ils tombent parfois dans la mendicité et le vagabondage. Leur nombre réel est mal connu puisqu'ils sont assez absents des archives, le fisc d'Ancien Régime ne frappant pas, sauf par l'impôt indirect, les revenus du travail salarié (Bois, 1971, p. 191).

Ce dernier tiers du XVIII^e siècle a vu s'enclencher un mouvement de diversification des activités rurales : ainsi, vers 1800, un tiers des ruraux travaillent hors de l'agriculture (*Atlas de la France verte*, 1990). Ce qui se développe alors le plus, dans les campagnes, c'est un artisanat de services. Cette diversification s'explique en partie par un retard de l'établissement des paysans, suite à un décalage des successions, lui-même imputable à l'augmentation de l'espérance de vie. « Quel que soit le régime juridique, un brusque rallongement de l'âge moyen au décès perturbe les procédures de successions aussi bien sur la terre que dans les villes » (Burguière, 1974, p. 97). Ce retard des installations paysannes a contribué à modifier les cycles de vie, et a entre autres favorisé l'émergence du « mariage tardif », qui s'est renforcé tout au long du XVIII^e siècle, en France comme dans une grande partie de l'Europe occidentale. En Italie, de 1700 à 1750, l'âge moyen au mariage passe pour les hommes à 34 ans, pour les femmes à 30 ans. En France, à la même période, on se marie entre 25 ans (pour les femmes) et 27 ans (pour les hommes), dans les campagnes. L'écart d'âge entre époux se ressert, mais surtout l'activité reproductive de la femme s'en trouve réduite et la natalité baisse.

Au début du XIX^e siècle, on repère un précoce déclin de la natalité en France (par comparaison avec nos voisins européens), et en particulier de la natalité agricole. Diverses explications en sont données, dont une pratique croissante de la contraception assez spécifiquement française (Burguière, 1974, pp. 88-90), mais certains historiens y ajoutent une explication plus socio-économique, qui met l'accent sur l'importance, dans notre pays, de la petite et moyenne propriété paysanne, laquelle a été renforcée par les réformes apportées par la Révolution. Pour Edward Anthony Wrigley, grand spécialiste de démographie historique, la réduction des naissances paysannes permet d'éviter des partages successoraux dangereux pour la survie des patrimoines agricoles. Cette explication est corroborée par les constats régionaux faits par A. Armengaud (1951) dans les campagnes toulousaines ou ceux de Ph. Ariès (Bretagne, Alpes, Touraine, Pas-de-Calais, Aquitaine). Dans cette dernière région, la chute de la natalité est clairement associée au développement de la petite propriété paysanne, au morcellement des domaines et à la substitution du faire-valoir direct au métayage.

Malgré la baisse de la natalité, l'apport de populations étrangères et le faible exode rural, par rapport à l'Angleterre ou à l'Allemagne, ont permis de maintenir à la campagne une population très nombreuse, en grande majorité agricole. Cette stabilité est corrélée avec le grand retard français du processus d'urbanisation. Alors que la population urbaine est majoritaire en Angleterre dès 1850 et en 1890 en Allemagne, il faut attendre 1931 pour qu'elle le devienne en France. Les immigrants qui arrivent dans notre pays de 1850 jusqu'aux années 1960 ne viennent donc pas seulement compenser le vide démographique ; ils viennent aussi « combler un vide urbain, reflet d'une exceptionnelle rétention paysanne » (Verrière, 2000, p. 92).

Pour F. Braudel, le sommet de la vie rurale française et le summum de la population active agricole se situent, en chiffres absolus, un peu après le milieu du XIX^e siècle, sous le Second Empire. Ce constat est partagé par Ph. Ariès, mais aussi par T. Zeldin ou J.-M. Mayeur, qui considèrent que dans les années 1860-1870, le secteur agricole de l'économie française employait la plus grande partie de la population. Ariès parle même d'un « surpeuplement » et d'une « congestion des campagnes », avec une masse instable, mi-paysanne, mi-artisanale, obligée de multiplier les activités pour survivre : « Chaque paysan se doublait d'un artisan, d'un ouvrier à domicile qui forgeait, filait ou tissait pour le négociant du bourg ou de la ville » (Ariès, 1971, pp. 279-280).

À partir de 1851, les recensements de la population et les enquêtes agricoles périodiques commencent à donner une meilleure vision de la situation nationale. Ces données concernent soit la population agricole totale (population des familles d'agriculteurs), soit la population agricole active (exploitants, aides familiaux, salariés). Mais comme l'écrit Eugen Weber, historien américain fin connaisseur de la campagne française au XIX^e siècle, « s'il est utile de se référer à certaines statistiques, il est bon de rappeler que celles de l'époque ne sont, au mieux, que des indications. Comme le déclarait en 1873 le préfet de la Creuse, le processus même de rassemblement des données statistiques était peu fiable et devait encore être perfectionné » (Weber, 1976, p. 173). Si les chiffres expriment en eux-mêmes une réalité manifeste minimale, « ils ont besoin, pour prendre tout leur sens, d'être intégrés à une explication historique globale » (Burguière, 1974).

La France, comme tout l'Europe, est alors encore essentiellement paysanne, et sa population active est principalement agricole. Comme le montre le tableau ci-dessous, on dénombrait en absolu plus de personnes gagnant leur vie dans l'agriculture, la pêche et les activités forestières en 1896 qu'en 1856 ou en 1876 (ou que jamais auparavant), mais leur part dans la population active totale baissait en relatif. Et si à la fin du XIX^e siècle cette catégorie sociale ne représentait plus la majorité de la population laborieuse, la prédominance rurale restait encore une forte caractéristique de la population française.

La population française active par secteurs (1856, 1876, 1896, 1906)

Secteurs	1856		1876		1896		1906	
	Nombre de travailleurs (milliers)	% de la population active	Nombre de travailleurs (milliers)	% de la population active	Nombre de travailleurs (milliers)	% de la population active	Nombre de travailleurs (milliers)	% de la population active
Primaire : agriculture, forêt, pêche	7 305	51,4	7 995	49,3	8 463	45,3	8 845	43,2
Secondaire : manufactures et industries	4 418	31,1	4 469	27,6	5 452	29,2	5 936	29,0
Tertiaire : services	2 493	17,5	3 754	23,1	4 749	25,5	5 701	26,1
Difficiles à catégoriser ou chômeurs	–	–	–	–	–	–	239	1,7
Total	14 216	100	16 218	100	18 664	100	20 721	100

Source : Bouvier J., dans Duby G., 1972, *Histoire de la France*, vol III, *Les temps nouveaux de 1852 à nos jours*.

Si l'on s'intéresse plus précisément aux statuts des paysans, selon l'Enquête agricole de 1862, il y avait à ce moment-là en France 1 812 000 propriétaires travaillant leurs propres terres ; 1 987 000 petits propriétaires complétant leur subsistance en travaillant sur les terres d'autrui, en tant que métayers ou simples travailleurs agricoles ; 588 000 métayers ; enfin 2 965 000 valets de ferme et travailleurs saisonniers. Vingt ans plus tard, en 1882, le nombre des propriétaires paysans s'élevait à 2 150 000, surtout aux dépens des petits propriétaires.



Léon Lhermitte, *La paie des moissonneurs* (1882)

Simultanément, les travailleurs sans terre ou possédant des terres pauvres commençaient à quitter les campagnes en nombre croissant (Faure, 1966). Les travaux d'Ariès sur l'Aquitaine confirment ces grandes tendances. Selon lui, se développent dans la deuxième moitié du XIX^e siècle des pratiques agricoles plus extensives, avec une diminution du nombre d'emplois agricoles et en particulier de la masse des journaliers : 15 983 en 1851, 9 004 en 1866 et seulement 1 994 en 1872. Sur la même période, le nombre des propriétaires a augmenté de 11 000 unités. L'émigration intérieure et l'exode rural se font moins vers les villes que vers les fonctions publiques suscitées par l'extension des sphères d'intervention de l'État. C'est d'ailleurs un phénomène général à tout le sud de la France. Les paysans deviennent sergents d'active, gendarmes, gratte-papiers, installés dans les gros bourgs, mais ils ne vont pas habiter en ville.

Ils restent dans la province, le pays, le terroir, toujours à la campagne, mais dans une occupation qui n'est plus agricole, et de moins en moins rurale. « Ainsi, peu à peu, un rural devient d'abord un rural intermittent, puis un fonctionnaire itinérant, un provincial de petites bourgades, à peine plus importantes que des villages, des gares d'intérêt local, et enfin, au bout de deux ou trois générations, un citadin définitif » (Ariès, 1971, p. 29).

Bertrand Hervieu et François Purseigle insistent également sur cet exode rural, corollaire des changements techniques et de nouvelles méthodes de culture, et d'un mouvement d'urbanisation des emplois industriels : « La rupture intervient à la fin de la décennie 1860-1870 : une décennie qui reste fondamentale dans notre histoire démographique et spatiale puisque c'est dans cette période que la France enregistre ses maxima de population rurale. Pendant des siècles, et en dehors des grandes épidémies et des guerres, la population rurale, doucement, n'a cessé de croître » (Hervieu, Purseigle, 2013, p. 112).

Au début du XX^e siècle, la population agricole encore très nombreuse est décrite, par certains historiens d'aujourd'hui, comme un frein à la modernisation, et en particulier à la mécanisation. Les faucheuses-moissonneuses, moissonneuses-batteuses et leurs dérivés n'avaient pas grand sens pour la plupart des cultivateurs aussi longtemps que la main-d'œuvre locale, ou celle venue des régions plus pauvres, pouvait faire le travail aussi bien et à meilleur marché. Par exemple, en Aveyron, comme en témoigne l'Enquête agricole, ce ne fut qu'après 1900, et plus précisément à partir de 1905, que la dépopulation agricole commença à se faire sentir, immédiatement suivie par l'adoption de diverses sortes de machines (Weber, 1976, p. 186). De son côté, Braudel parle de « masse paysanne surabondante et de moins en moins fonctionnelle » (Braudel, 1986c, p. 11).

Simultanément, on note un accroissement significatif de la population féminine dans l'agriculture, qui s'accroît de 20 % entre 1906 et 1921, soit 600 000 femmes de plus directement impliquées dans les exploitations agricoles (Alary, p. 113). On observe aussi une augmentation de la main-d'œuvre immigrée, avec en 1927 environ 300 000 actifs étrangers travaillant dans les exploitations françaises, principalement des Italiens, Espagnols et Belges (Moulin, p. 183). Enfin, le nombre de salariés agricoles chute : « En 1921, 52,7 % des exploitations agricoles et forestières possèdent des salariés ; ce chiffre passe à 47,2 % en 1926, puis à 44,6 % l'année suivante » (Alary, 2016, p. 140).



L'Entre-deux-guerres : arrivée des premières machines pour aider au battage

Dans l'Entre-deux-guerres, et surtout à partir de 1936, « l'exode rural », ou plutôt les « migrations rurales » (expression privilégiée par les historiens), alimentent les villes, de toutes tailles, à commencer par la capitale. Les enfants ne peuvent plus compter sur un héritage dont le partage les appauvrit, et « les paysans n'ont souvent pas assez de terres à transmettre aux plus jeunes fils, les obligeant à partir. Même dans les familles où il n'y a qu'un fils, ce départ s'impose, faute de moyens pour survivre sur une exploitation de très petite dimension » (Alary, 2016, p. 104). On évalue entre 100 000 et 150 000 le nombre de départs par an entre 1936 et 1939. Et si la guerre ne s'était pas produite, le prolongement des tendances incite à penser que l'on aurait eu, pour 1936-1941 une pointe de 500 000 à 700 000 migrants, donc du même ordre que les maxima du XIX^e siècle (Ariès, 1971, p. 303). Avec ces départs, la densité des campagnes a diminué, mais surtout leur stratification sociale s'est simplifiée et réduite, et la population active agricole s'est relativement homogénéisée.

Allant dans le même sens, Eugen Weber montre que jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les populations rurale et agricole étaient majoritaires en France. Selon ses propres recherches, en 1851, 75 % de la population française vivaient dans des zones rurales. En 1901, le rapport de la population rurale à la population urbaine était passé de 3 à 2, entre 1921 et 1929 elles firent jeu égal, et à partir des années 1930 la population urbaine commença à l'emporter légèrement. Comme il l'indique, « la difficulté cependant est que certaines localités n'atteignant pas les 2 000 habitants fonctionnaient en réalité comme des petites villes, tandis que d'autres, qui dépassaient les 2 000 habitants, restaient en grande partie rurales. Un bourg de Provence ou du Languedoc, par exemple, avait plus de caractéristiques urbaines qu'un bourg de la même taille en Lorraine. C'est pourquoi de telles distinctions ne sont utiles que dans la mesure où elles signalent des tendances générales » (Weber, 1976, p. 172).

Essayant de synthétiser les données disponibles sur les trois derniers siècles, J.-C. Toutain, qui s'intéresse lui à la catégorie des « ménages agricoles », en arrive à construire le tableau suivant :

Évolution de la population des ménages agricoles de 1789 à 1968

Année	Population totale (en millions)	Population rurale		Population vivant de l'agriculture (ménages agricoles)		
		En millions	Part dans la population totale (%)	En millions	Part dans la population rurale (%)	Part dans la population totale (%)
1700	19	16,1	83	-	-	-
1789	27	20,9	78	18,2	87	67
1801	27,5	21,2	77	18,2	86	66
1821	30,5	23,4	76	18,9	81	62
1846	35,4	26,8	76	20,1	75	57
1861	37,4	26,6	71	19,9	75	53
1872	36,1	24,9	69	18,5	74	51
1881	37,7	24,6	65	18,2	74	48
1891	38,3	24,0	63	17,4	73	46
1901	38,9	23,0	59	16,1	70	42
1911	39,6	22,1	56	15,1	68	38
1921	39,2	21,0	54	13,8	66	35
1931	41,8	20,4	49	11,5	56	28
1936	41,9	19,9	47	10,6	53	25
1946	40,5	19,0	47	10,2	54	25
1954	42,8	18,8	44	9,5	51	22
1962	46,5	17,8	38	8,1	46	17
1968	49,8	17,02	35	7,3	42	15

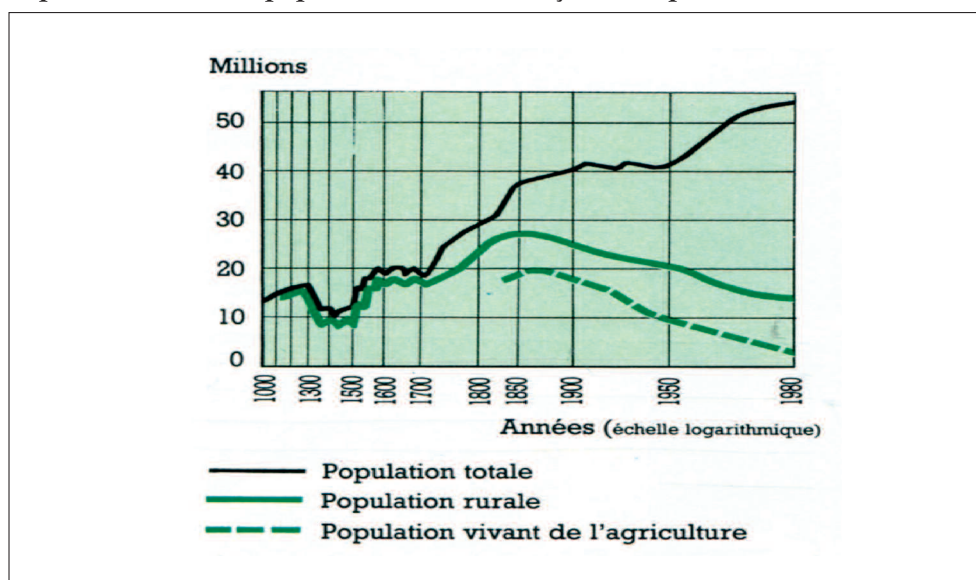
Source : Recensements de la population, calculs par J.-C. Toutain, « La population de la France de 1700 à 1959 », *Cahiers de l'ISEA*, Paris, 1963

Selon Jean Molinier, qui commente ce tableau dans *Économie et statistique* (Molinier, 1977, pp. 79-84), « l'augmentation des ressources dont disposaient les exploitants agricoles a entraîné un accroissement de la population des ménages agricoles. Celle-ci, qui pouvait être de l'ordre de 15 millions au début du XVIII^e siècle, aurait crû jusqu'au milieu du XIX^e siècle, atteignant alors près de 20 millions de personnes ». Il ajoute : « Par la suite, le développement de l'industrie s'est fait au détriment de l'artisan rural et du travail à domicile dans les villages, en même temps que l'extension des herbages et du machinisme entraînait une diminution des besoins de main-d'œuvre et chassait les plus pauvres de la terre. En 1946, avec 10,2 millions de personnes, la population vivant de l'agriculture représente 25 % de la population totale et 54 % de la population rurale ». S'appuyant comme à son habitude sur des monographies, Ariès montre que sur les Hauts de Meuse, certains villages ont subi une baisse numérique de population de 70 % entre 1840 et 1936. Sur la même période, le département de la Meuse est passé d'une densité de 46 hab/km² à 20 hab/km². Hervieu et Purseigle concluent, de manière plus générale : « En un siècle, les campagnes françaises, fourmillières démographiques, artisanales, industrielles et agricoles vont alors, dans un mouvement d'une grande cohérence sur le triple plan économique, politique et idéologique, se constituer en ghetto paysan » (Hervieu, Purseigle, 2013, p. 114).

En 1990, l'*Atlas de la France verte* (Inra-SCEES, p. 22) proposait cette rapide synthèse des mouvements de la population agricole : « À partir du milieu du XIX^e siècle, l'exode, qui a commencé quelques dizaines d'années auparavant, va prendre le pas sur la croissance naturelle de la population rurale. Celle-ci entame de la sorte une décroissance ininterrompue jusqu'en 1975, où le mouvement s'inverse alors dans les deux tiers du territoire. Le départ de la population vivant de l'agriculture a été le premier responsable de l'exode : depuis le milieu du XIX^e siècle, en effet, la population rurale non agricole n'a pas beaucoup varié en nombre. Mais ceux qui vivaient de l'agriculture sont passés de 20 millions en 1850 à 10 millions en 1950 et 3 millions en 1990 ».

Le graphique ci-dessous, tiré de cet *Atlas* illustre ces évolutions récentes, en les replaçant sur les mouvements longs de la population totale, de la population rurale et de la population vivant de l'agriculture.

Population totale et population rurale françaises depuis 1 000 ans



Source : *Atlas de la France verte*, Editions Monza, 1990, p. 21

Parallèlement au décompte de la « population vivant de l'agriculture », à partir des recensements de la population conduits tous les 10 ans par l'Insee, le suivi statistique des exploitations agricoles et des actifs qui y travaillent se développe à partir du milieu des années 1950. En 1955, le premier recensement général de l'agriculture faisant appel à des questionnaires individuels par exploitation est conduit par l'Insee. Au cours des années 1960, l'appareil d'observation statistique de l'agriculture se renforce avec la création d'un service central au ministère de l'Agriculture (service central des enquêtes et des études statistiques – SCEES, devenu Service de la statistique et de la prospective – SSP par la suite). Ce renforcement participe au développement général de la statistique publique, mais fait aussi écho à « la demande des responsables politiques et professionnels qui voulaient disposer d'un instrument permettant de cibler les exploitations entrant dans le champ des politiques de modernisation de l'agriculture » (Hervieu, Purseigle, 2013, p. 138). Pour répondre à cette exigence, la notion « d'exploitation », définie depuis le recensement de 1955, est complétée par une notion « d'exploitation professionnelle » à compter du recensement de 1970, permettant dès lors de distinguer les « vrais agriculteurs » des « faux agriculteurs », d'identifier précisément les catégories d'agriculteurs en phase avec les projets dominants de développement, et de cibler et justifier les aides apportées par la PAC et l'État français en faveur de l'agriculture conventionnelle (Rémy, 1990, p. 265). Pour les hommes politiques, fonctionnaires et gestionnaires des années soixante, la diminution de la population active agricole était nécessaire à la modernisation de l'agriculture et à l'affirmation de la place de la France dans la Politique agricole commune (PAC). Pour l'opinion publique, en revanche, elle était vue comme une décadence de cette France multiséculaire des campagnes et comme une preuve des impasses de l'urbanisation.

Au travers des recensements agricoles et des enquêtes Structures intermédiaires (voir encadré ci-dessous), le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture mesure l'évolution de la « population active agricole », sur un champ quasi constant depuis 1955. Cette population active agricole comprend toutes les personnes travaillant à temps plein ou partiel sur une exploitation : chefs d'exploitation, conjoint(e)s, salariés, etc. L'exploitation est définie comme une unité économique et de production qui répond simultanément aux trois conditions suivantes : a) elle crée des produits agricoles ; b) elle est soumise à une gestion courante indépendante ; c) elle atteint ou dépasse une certaine dimension, exprimée par l'un des trois critères suivants : avoir une surface agricole utile (SAU) supérieure ou égale à 1 hectare ; sinon, posséder une superficie en cultures spécialisées supérieure ou égale à 0,2 hectare ; sinon, présenter une activité suffisante de production agricole estimée en nombre d'animaux, en surface de production ou en volume de production (par exemple plus de 5 chèvres ou 15 ares de fraises). À partir du recensement de 1970 et jusqu'au recensement de 2010, on pouvait distinguer parmi ces exploitations, les « exploitations agricoles professionnelles ». Il s'agissait d'exploitations suffisamment importantes pour assurer à l'agriculteur une activité principale et un niveau de revenu lui permettant de faire vivre sa famille. Dans le cas français, ces exploitations devaient avoir une taille économique supérieure ou égale à 12 équivalent-hectares de blé (soit 8 Unités de Dimension Européenne) et occuper au moins l'équivalent d'une personne exerçant à trois quarts de temps. En 2007, ces exploitations représentaient 64 % de l'ensemble des exploitations et couvraient 92 % de la surface agricole utilisée. À partir de 2010, la distinction « exploitation professionnelle » et « non professionnelle » est supprimée et les exploitations sont ventilées selon leur dimension économique : « petite », « moyenne » ou « grande » exploitation (CEP, 2012, pp. 18-19).

Entre le recensement de 1955 et le recensement de 1970, le nombre d'actifs agricoles en France métropolitaine est passé de 6,2 millions à 3,8 millions, soit une diminution de plus de 37 %. Au cours des décennies suivantes, les effectifs agricoles ont continué de se réduire. Au recensement agricole de 1988, la population active agricole ne s'élève plus qu'à 2 millions de personnes. Elle atteint 1,3 million au recensement de 2000 puis 970 000 personnes au recensement agricole de 2010. L'emploi agricole représente alors 2 % de la population active totale contre 8 % en 1980. Aucun secteur de l'économie n'a connu une réduction aussi rapide et aussi forte. La baisse du volume de travail s'est toutefois ralentie ces dernières années (- 21 % en France métropolitaine entre 2000 et 2010 contre - 34 % entre 1988 et 2000). On recense, en France métropolitaine, 604 000 chefs d'exploitation et coexploitants en 2010, contre 1,1 million en 1988, soit une diminution de 2,9 % par an entre 1988 et 2010.



Diverses sources statistiques

Plusieurs sources statistiques permettent d'appréhender les contours de la population agricole. Ces sources ne mobilisent pas toujours les mêmes concepts, et ne portent pas sur les mêmes périmètres, ce qui explique que des écarts puissent être observés entre sources.

Le ministère de l'Agriculture, grâce aux enquêtes Structures et au Recensement agricole (RA), fournit des informations sur les producteurs et les activités des exploitations. Les données sont décennales et exhaustives pour les recensements (6 recensements depuis 1955) ; elles sont triennales pour les enquêtes Structures, conduites entre deux recensements. Toutes ces enquêtes permettent de cerner les évolutions à moyen et long termes. À noter que le champ des enquêtes du SSP exclut la pêche, l'aquaculture, la chasse, la sylviculture, les marais salants, les exploitations de bois, les services à l'agriculture, etc.

Dans le cadre du recensement de la population, l'INSEE recense les personnes (y compris conjoints et aides familiaux) déclarant exercer une profession principale agricole. Les ouvriers agricoles sont regroupés avec la PCS Ouvriers. Les données du recensement de la population permettent de cerner la « population vivant de l'agriculture » qui s'apparente à la « population des ménages agricoles », c'est-à-dire les ménages dont le chef est un agriculteur.

La MSA, seule productrice de données annuelles sur la population agricole, mobilise des informations sur ses cotisants et bénéficiaires, qui peuvent être des salariés, des inactifs (retraités et invalides), des exploitants, conjoints ou aides familiaux. Le champ de la MSA est sectoriellement le plus large car il comprend la pêche, l'aquaculture, les exploitations forestières, les entreprises de services (ETA, Cuma), les paysagistes, les centres équestres, le secteur de la coopération, etc. Limité aux cotisants à la MSA, il ne prend toutefois pas en compte certaines exploitations de petite taille comptabilisées dans le recensement agricole et les enquêtes Structures.

Ces trois organismes s'appuient donc sur des définitions et des périmètres statistiques partiellement différents, et leurs enquêtes n'ont pas la même périodicité.

Pour la MSA, le nombre de chefs d'exploitations ou d'entreprises agricoles cotisant était au 1^{er} janvier 2015 de 467 600, en baisse de 1,3 % par rapport au 1^{er} janvier 2014. À l'exception des centres équestres et des entreprises de services, toutes les filières enregistrent une baisse d'effectifs, notamment : cultures spécialisées (- 2,6 %), élevage laitier (- 2,5 %), élevage hors-sol (- 1,6 %), viticulture (- 1,3 %), élevage à finalité viande (- 1,3 %).

Le phénomène s'observe, selon des rythmes et calendriers différents, dans tous les pays dits « développés ». Ainsi, l'Union européenne a vu disparaître le quart de l'emploi agricole entre 2000 et 2009, et jusqu'à 30 % dans les nouveaux États membres comme la Bulgarie, la République tchèque, la Pologne et la Roumanie (Eurostat, 2010).

En France comme à l'échelle internationale, la principale cause de cette baisse réside dans les immenses gains de productivité réalisés. Entre 1946 et 1974, la production agricole a pratiquement doublé alors que la superficie cultivée a diminué de 1 %. D'autres facteurs explicatifs sont la dénatalité agricole et l'attraction des fils et filles d'agriculteurs pour d'autres métiers. L'accès difficile au foncier ainsi qu'aux capitaux a également limité les nouvelles installations. Enfin, l'incertitude liée aux revenus agricoles, l'évolution des politiques publiques et l'ouverture des marchés ont également joué un rôle.

En définitive, nous disposons depuis plus d'un demi-siècle d'outils de comptage précis de la population agricole dont les historiens déplorent si souvent l'absence pour les siècles passés. Les orientations politiques et les catégories de la pratique administrative ont influencé la logique de dénombrement, de recensement, et façonné des définitions de « l'agriculteur » congruentes avec les priorités de l'action publique. Les mesures ont également évolué en lien avec l'évolution des catégories juridiques, des nouvelles normes administratives et des statuts émergents : ainsi, la catégorie de « coexploitant », qui n'existait pas avant les années 1970, a été ensuite souvent incluse dans une catégorie plus générale regroupant chefs d'exploitation et coexploitants, noyant ainsi la hausse du nombre de coexploitants dans la baisse plus générale de cette catégorie. Au-delà de ces questions de méthode, la société change toujours plus vite que les outils construits pour l'observer, d'où certains décalages entre les réalités vécues par les agriculteurs et les quantités statistiques qui en rendent compte.

*

Au terme de ce rapide survol d'une vingtaine de siècles, il apparaît que la population employée à la culture de la terre, dans notre pays – ou plus précisément dans les frontières géographiques variables de ce qui finira par devenir « notre pays » –, a été pendant très longtemps largement majoritaire, et avec elle la population rurale des campagnes dont elle représentait la part essentielle. L'industrialisation, l'urbanisation, le développement des secteurs secondaire et tertiaire, l'exode rural et l'affaiblissement de cette population active agricole sont des phénomènes très récents à l'échelle du temps long des historiens.

Comme on l'a vu, cette persistance agricole n'a pas été sans de multiples crises et discontinuités. Des *discontinuités dans le temps*, tout d'abord, au moins pendant dix-sept siècles : il n'y a pas eu un vaste mouvement linéaire, mais une multitude d'arrêts, de retours, de ruptures, de va-et-vient, de brusques essors démographiques suivis de fortes rétractions. Il y a aussi eu de nombreuses *discontinuités dans l'espace*, avec une occupation du sol, des cultures, des défrichements, des techniques culturales et des rendements très variables selon les régions. Enfin, il y a bien évidemment eu de fortes *discontinuités sociales*, des inégalités de revenus, de niveaux de vie, de statuts, de fiscalité, de conditions de travail, mais aussi d'incessantes migrations : la population agricole était beaucoup plus hétérogène et mobile qu'on ne le croit d'ordinaire, beaucoup moins attachée à sa terre de génération en génération que ne laissent penser certaines images d'Épinal.

L'attrait inépuisable pour les monographies de villages et de bourgs, qui a permis aux historiens de combler les déficits en données plus générales, s'est traduit par un biais méthodologique important : les migrations rurales et surtout paysannes ont été largement sous-estimées. À force de vouloir étudier des cas géographiques considérés comme des modèles réduits de la réalité, ils ont fini par surestimer la stabilité des populations agricoles. Or, selon Burguière (1974, p. 78), les contradictions du bilan démographique général laissent supposer d'importantes migrations, notamment au XVIII^e siècle. Il décrit ainsi les processus à l'œuvre : « Si dans la plupart des régions (l'Ouest mis à part) les paroisses rurales enregistrent une baisse très sensible de la mortalité et connaissent dès le milieu

du siècle un taux de remplacement nettement positif, les villes, du moins celles sur lesquelles nous possédons quelques lumières, conservent une forte mortalité et un taux déficitaire. Or, dans le même temps, leur population augmente ou se maintient. On doit donc supposer un appel d'air constant, attirant vers ces villes « mouirois » la population rurale. Les villes en expansion sont en fait des villes-Molochs où vient s'engloutir une partie des surplus démographiques des campagnes. L'un des aspects nouveaux du XVIII^e siècle, l'un de ceux qui peuvent expliquer ce mieux-être mystérieux qui s'installe sans révolution industrielle et sans révolution agricole, c'est la circulation accrue des hommes entre campagne et villes qui déleste le monde agricole et renouvelle la main-d'œuvre urbaine (Burguière, 1974, p. 78).

De son côté, Fernand Braudel décrit bien la part de cette circulation due à la pauvreté des campagnes : « La France, pays privilégié s'il en fût, aura connu 10 famines générales au X^e siècle, 26 au XI^e, 2 au XII^e, 4 au XIV^e, 7 au XV^e, 13 au XVI^e, 11 au XVII^e, 16 au XVIII^e (...). Les campagnes, ce qui semble paradoxal, souffrent parfois bien plus que les villes. Vivant sous la dépendance des marchands, des villes, des seigneurs, le paysan ne dispose guère de réserves. En cas de disette, pas d'autre solution pour lui que de refluer vers la ville, de s'y entasser vaille que vaille, de mendier dans les rues (Braudel, 1979a, p. 55). Si la paysannerie dominait en masse, c'était aussi une paysannerie en mouvement, voire mouvante.

Cette forte domination démographique des travailleurs de la terre a été théorisée par Daniel Thorner (1964) à travers le concept « d'économie paysanne ». Il voulait ainsi signifier que le secteur paysan, par sa surabondance massive, incluait quasiment toute l'économie. Il voulait identifier une forme spécifique d'économie globale, où l'activité agricole était structurellement dominante par rapport aux autres activités. Plus précisément, Thorner considérait qu'une société en restait au stade de « l'économie paysanne » aussi longtemps que a) l'agriculture représentait la moitié ou plus de la production totale, b) la moitié ou plus de la population était engagée dans des tâches agricoles, c) la moitié ou plus de la production agricole dépendait de familles paysannes. Pris ensemble, ces critères forment un système de production qui a bien été celui de la France, et d'une bonne partie de l'Europe, pendant dix-neuf siècles sur vingt. Encore en 1947, Louis Chevalier affirmait, à propos de la France, que la paysannerie était « en quelque sorte la conscience habituelle du pays, de ses possibilités, de ses limites. Il n'y a que par elle que la France puisse, en tous moments, avoir un sens exact de ce qui lui est permis d'oser ou de ce qu'elle doit refuser » (Chevalier, 1947).

Comme le précise F. Braudel, grand diffuseur des idées de Thorner, dans « Économie paysanne », l'adjectif *paysanne* « concentre l'attention, comme il convient, sur l'importance primordiale de l'agriculture : les campagnes soutiennent tout, envahissent tout, les autres activités ne sont que des îles au milieu de la mer » (Braudel, 1986c, p. 10).

Au-delà de la seule sphère économique, on pourrait aussi parler, pour qualifier le passé, de véritable « société paysanne », ou même, avec Henri Mendras, de « civilisation paysanne » (Mendras 1967). Cette civilisation paysanne, il en avait prédit le complet effacement : « Un exode professionnel massif sera la condition et la conséquence de cette transformation, quelle que soit la forme sociale qu'elle revête. Une telle prévision, aujourd'hui normale, faisait scandale il y a seulement 10 ans. Celui qui s'y aventurerait passait pour un prophète de malheur et ne pouvait se faire entendre dans les milieux agricoles. Et à juste raison, puisque, dans le passé, l'exode rural qui, selon les économistes, était la condition du progrès de l'agriculture préparait en fait le déclin des régions de départ. La société se sclérosait, l'agriculture se figeait dans ses habitudes et les paysans regardaient vers un passé perdu au lieu de songer aux possibilités du futur » (Mendras 1967, pp. 346-347).

Mais Mendras savait aussi que le neuf procède de l'ancien, et que certaines réalités doivent disparaître pour que de nouvelles apparaissent. La fin de la « civilisation paysanne » ne le rendait pas pessimiste, mais optimiste : « Depuis 10 ans, le mécanisme joue en sens inverse ; une nouvelle génération de jeunes agriculteurs croit en l'avenir économique et en la noblesse du métier terrien. Ils profitent du départ de leurs voisins pour s'étendre, s'équiper et

s'organiser. Ils jugent par conséquent cet exode inévitable et même bénéfique, et réclament qu'il soit organisé (...). La diminution du nombre des travailleurs et la concentration des terres réclameront d'importants investissements pour remodeler et équiper les entreprises. Les agriculteurs modernistes attendent que ce financement vienne du secteur industriel et commercial » (Mendras 1967, pp. 347-348).

Les événements ont donné raison à Mendras. En une vingtaine d'années, la France a vu disparaître une civilisation millénaire. Pourtant, comme il le signalait en 1984, pour la réédition de son livre, « aujourd'hui encore, beaucoup se refusent à l'évidence, notamment parmi ceux qui ont été les artisans de cette disparition, hauts fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants agricoles. Comme s'il était inconvenant de dire à la famille qu'elle est au chevet d'un cadavre : "Chut ! Il dort". Certes il reste des agriculteurs qui nous nourrissent en abondance et qui font du bruit, bien qu'ils soient trois fois moins nombreux qu'il y a trente ans. Certes les ruraux sont toujours aussi nombreux, ou presque, et la société rurale a connu une spectaculaire renaissance. Mais ni les uns ni les autres ne sont plus des paysans » (Mendras, 1984, p. 365).

Pendant très longtemps, la paysannerie a été une *immense majorité*, la très massive normalité d'une société vouée à la culture de la terre pour assurer sa subsistance. Puis cette multitude dominante est devenue une *simple majorité*, dans une France en voie d'urbanisation et d'industrialisation. Cette majorité s'est à son tour amenuisée, pour ne devenir qu'une *forte minorité*. Aujourd'hui, les agriculteurs ne sont plus même qu'une *petite minorité*, dans une population active qui ne cesse d'augmenter et de se diversifier. Voilà une trajectoire historique unique, celle d'un groupe social qui était le tout d'une société, et qui n'en est plus qu'une fraction très réduite. Les paysans étaient le cœur des campagnes ; ils sont maintenant un acteur parmi d'autres de la ruralité. Ils formaient un monde en soi, ils ne sont plus qu'une catégorie socioprofessionnelle. Leur métier, qui était reconnaissable entre tous, éclate en de multiples spécialisations.

Les historiens, essayant d'expliquer les grands mouvements du passé, en reviennent souvent « au poids du nombre ». Pour Braudel, « tout est lié au nombre, aux oscillations de la masse des hommes » (Braudel, 1979a, p. 17). Et il ajoute plus loin : « Le nombre partage, organise le monde, il donne à chaque masse vivante son poids particulier, fixe du coup, ou peu s'en faut, son niveau de culture et d'efficacité, ses rythmes biologiques (et même économiques) de croissance, voire son destin pathologique » (Braudel, 1979a, p. 72).

Aujourd'hui, cette lecture quantitativiste de l'histoire est à relativiser. L'importance et la reconnaissance d'un groupe social ne doivent plus tout au nombre des hommes, à leur masse démographique. Les 460 000 agriculteurs cotisants à la MSA ont beaucoup plus d'influence politique, de puissance économique, d'utilité sociale et de poids symbolique que les dizaines de millions de paysans qui les ont précédés au fil des siècles. Le degré de domination d'une profession ne découle plus de son volume mais de sa maîtrise d'enjeux vitaux pour l'avenir de la société, de sa capacité à contrôler des imprévisibilités fondamentales pour les autres acteurs du système social. Dans nos sociétés modernes, complexes, préoccupées par leurs trajectoires de développement, le pouvoir appartient à ceux qui commandent et gèrent les zones d'incertitudes des autres. En l'occurrence, les agriculteurs tiennent dans leurs mains l'essentiel des bonnes et des mauvaises solutions à quelques-unes des plus grandes incertitudes d'avenir : sécurité alimentaire, biodiversité, atténuation du changement climatique, ressources en eau, etc.

Bibliographie

- Agulhon M., 1979, *La République au village*, Le Seuil (en particulier chapitre 6)
- Alary E., 2016, *L'histoire des paysans français*, Perrin
- Ariès P., 1971, *Histoire des populations françaises*, Le Seuil
- Armengaud A., 1951, « Début de la dépopulation dans les campagnes toulousaines », *Annales ESC*, VI-2, pp. 172-178
- Barral P., 1968, *Les agrariens français, de Méline à Pisani*, Presses de la FNSP
- Bloch M., 1939, *La société féodale*, Albin Michel (en particulier Tome I)
- Bois P., 1971, *Paysans de l'ouest*, Flammarion
- Brantome, *Œuvres*, édition 1779, IX, p. 249
- Braudel F., 1986a, *L'identité de la France. Espace et histoire*, Arthaud-Flammarion (en particulier chapitre 2)
- Braudel F., 1986b, *L'identité de la France. Les hommes et les choses I*, Arthaud-Flammarion
- Braudel F., 1986c, *L'identité de la France. Les hommes et les choses II*, Arthaud-Flammarion
- Braudel F., 1979a, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle. Les structures du quotidien (vol. 1)*, Armand Colin
- Braudel F., 1979b, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle. Les jeux de l'échange (vol. 2)*, Armand Colin
- Braudel F., 1979c, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle. Le temps du monde (vol. 3)*, Armand Colin
- Burguière A., 1975, *Bretons de Plozévet*, Flammarion
- Burguière A., 1974, « La démographie », dans Le Goff J, Nora P, (dirs), *Faire de l'histoire. Nouvelles approches*, Gallimard, pp. 74-104
- Centre d'études et de prospective, 2012, ministère de l'Agriculture, *Le monde agricole en tendances. Un portrait social prospectif des agriculteurs*, Paris, La Documentation française
- Chaussinand-Nogaret G., 1979, *Des Français sous Louis XIV*, Hachette
- Chédeville A., 1973, *Chartres et ses campagnes. XI^e-XIII^e siècles*, Klincksieck
- Chevalier L., 1947, *Les paysans : étude d'histoire et d'économie rurale*, Denoël
- Clère J.-J., 1988, *Les paysans de la Haute-Marne et la Révolution française*, Éditions du CTHS

- Delort R., 1972, *La vie au Moyen Âge*, Le Seuil (en particulier chapitres 1 et 3)
- Duby G., 1978, *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Gallimard
- Duby G., Wallon A., 1975-1977, *Histoire de la France rurale*, Seuil
- Duby G., 1972, *Histoire de la France*, vol. III, *Les temps nouveaux de 1852 à nos jours*, Larousse
- Duby G., 1962a, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, tome I, Flammarion (en particulier Livre I et chapitre 3 du Livre II)
- Duby G., 1962b, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, tome II, Flammarion (en particulier livre IV)
- Faure M., 1966, *Les paysans dans la société française*, Armand Colin
- Goubert P., 1982, *La vie quotidienne des paysans français au XVII^e siècle*, Hachette.
- Goubert P., 1973, *L'Ancien Régime. Les pouvoirs*, Armand Colin, (en particulier chapitre 8)
- Goubert P., 1966, *Louis XIV et vingt millions de Français*, Fayard.
- Goubert P., 1960, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1630*, Paris, SEVPEN.
- Hérault Jean, sieur de Gourville, *Mémoires*, 1724, II
- Hervieu B., Purseigle F., 2013, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin
- Inra-SCEES, 1990, *Atlas de la France verte*, Éditions Monza
- Lebecq S., 1990, *Les origines franques*, Le Seuil (en particulier introduction et chapitre 7).
- Hervieu B., Viard J., 2005, *L'archipel paysan*, L'Aube
- Kula W., 1970, *Théorie économique du système féodal*, Mouton
- Le Goff J.-P., 2012, *La fin du village : une histoire française*, Gallimard
- Le Roy Ladurie E., 1973, *Le territoire de l'historien*, Gallimard (en particulier partie 2)
- Le Roy Ladurie E., 1969, *Les paysans du Languedoc*, Flammarion (en particulier chapitres 1, 2 et 12).
- Lot F., 1968, *La fin du monde antique et le début du Moyen Âge*, Albin Michel
- Mandrour R., 1961-1974, *Introduction à la France moderne 1500-1640*, Albin Michel (en particulier chapitre 2)
- Mendras H., 1976, *Les sociétés paysannes, Éléments pour une théorie de la paysannerie*, Armand Colin
- Mendras H., 1967, éd. 1984, *La fin des paysans*, Babel

- Molinier J., 1977, « L'évolution de la population agricole du XVIII^e siècle à nos jours », *Économie et statistique*, n° 91, juillet-août, pp. 79-84
- Morin E., 1967, *La métamorphose de Plozévet, commune en France*, Fayard
- Moulin A., 1988, *Les paysans dans la société française*, Le Seuil
- Parodi M., 1981, *L'économie et la société française depuis 1945*, Armand Colin
- Pitié J., 1971, *Exode rural et mobilités intérieures en France. L'exemple de la Vienne et du Poitou-Charentes*, Norois
- Rémy J., 1990, « Qui est agriculteur ? », dans P. Coulomb *et al.*, *Les agriculteurs et la politique*, Presses de Sciences Po, pp. 257-265.
- Roupnel G., 1932, *Histoire de la campagne française*, Plon
- Thabault R., 1982, *Mon village*, Presses de la FNSP
- Thorner D., 1964, « L'Économie paysanne. Concept pour l'histoire économique », *Annales E.S.C.*, pp 417-432
- Toutain J.-C., 1963, « La population de la France de 1700 à 1959 », *Cahiers de l'ISEA*, Paris
- Verrière J., 2000, *Genèse de la nation française*, Flammarion
- Weber E., 1976, trad. 1983, *La fin des terroirs*, Fayard
- Wylie Laurence, 1957, *Un village du Vaucluse*, Gallimard